

**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

**Honneur - Fraternité - Justice**



**STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE ET DE PROSPERITE PARTAGEE  
(SCAPP) 2016-2030**

***COMITE DE DEVELOPPEMENT SECTORIEL 3 :***

**Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance**

**NOTE ANNUELLE SECTORIELLE DE MISE EN ŒUVRE (NASMO) DE LA SCAPP POUR  
L'ANNEE 2018**

**Septembre 2019**

# Sommaire

ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES .....	3
RESUME ANALYTIQUE.....	4
INTRODUCTION .....	6
I. DISPONIBILITE DE SERVICES ENERGETIQUES A UN COUT ABORDABLE .....	8
II. RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT.....	11
III. DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE.....	15
IV. PROMOTION DE L'INNOVATION ET DES TIC .....	20
V. ANNEXES : COMPOSITION DU CDS 3 .....	23

## ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

AEP :	Alimentation en Eau Potable
ATPC :	Assainissement Total Piloté par la Communauté
CDS :	Comité de Développement Sectoriel
CTS :	Comités Techniques Sectoriels
DC-SCAPP :	Direction de la Coordination de la SCAPP
DGERSE	Direction Générale des Etudes, des Réformes et du Suivi-Evaluation
DGIPCE :	Direction Générale de l'Investissement Public et de la Coopération Economique
DGPSD :	Direction Générale des Politiques et Stratégies de Développement
DPAE :	Direction de la Prévision et de l'Analyse Economique au MEF
DPCID :	Direction de la Programmation, de la Coordination Intersectorielle et des Données au MEDD
DPCIS :	Direction de la Programmation, de la Coopération et de l'Information Sanitaire au MS
DPSC :	Direction de la Planification, du Suivi et de la Coopération au MHA
DPSP :	Direction de la Promotion du secteur privé à la DGSP/MEF
MHA :	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
NASMO :	Notes Annuelles Sectorielles de Mise en Œuvre de la SCAPP
ODD :	Objectifs de Développement Durable
OMC :	Organisation Mondiale du Commerce
ONS :	Office National de a Statistique
ONSER :	Office National du Services d'Eau en milieu Rural
PAMO-FED :	Projet d'Appui à la Mise en Œuvre du FED
PIP :	Programme d'Investissement Public
PNISER :	Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural
PNUD	Programme des Nations pour le Développement
RAMO :	Rapport Annuel de Mise en Œuvre de la SCAPP
SCAPP :	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Protégée
SSE :	Système de Suivi Evaluation
TADAMOUN :	Agence Nationale de lutte contre les séquelles de l'esclavage, de l'insertion et de lutte contre la pauvreté

## RESUME ANALYTIQUE

Le chantier « Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance », sur lequel porte le présent rapport, est une composante du levier 1 « Croissance forte et inclusive » de la SCAPP. Il se confond avec le CDS 3.

« L'objectif global visé par ce chantier est de permettre aux opérateurs économiques, chacun suivant la nature de son besoin, d'accéder aux services essentiels permettant de développer des activités économiques compétitives et ce à des coûts supportables. » (Document SCAPP, Volume 2, P 89). Il est composé de quatre interventions principales relatives à la disponibilité de services énergétiques, au renforcement des investissements en infrastructures des secteurs de l'équipement et des transports, au développement du secteur de l'hydraulique, et à la Promotion de l'innovation et des Tics.

Chacune des interventions est réalisée sous forme de réformes, de programmes, de projets ou d'actions significatives dans le cadre de programmes d'actions quinquennaux dont le présent, celui de 2016-20. Le rapport porte sur ces interventions afin d'en présenter (i) les objectifs, (ii) le bilan opérationnel pour l'année 2018, (iii) les contraintes, défis, et difficultés rencontrées, ainsi que (iv) les orientations et programmation pour 2019.

- **Pour ce qui concerne la garantie de la disponibilité des services énergétiques**, en résumé les actions suivantes sont à mettre au compte du bilan de l'année 2018 : i) construction d'un réseau électrique haute tension national à même de desservir les principaux centres de consommation et de permettre l'injection en grandes quantités d'énergies renouvelables ; ii) construction de la centrale éolienne de 100 MW de Boulenouar visant l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique ; iii) développement du réseau de répartition MT en vue d'électrifier les principales localités du pays et/ou d'effacer les centrales thermiques isolées ; iii) mise à niveau et de densification des réseaux de distribution à Nouakchott et des chefs-lieux de Moughataa ; iv) poursuite des actions relatives à l'exécution des projets de ligne haute tension 225 kV suivantes : (i) Nouakchott – Nouadhibou ; (ii) Nouakchott–Zouerate ; (iii) Nouakchott –Sénégal ; (iv) Nouakchott – Kiffa – Mali ; v) projets d'interconnexion avec le Réseau Interconnecté de l'OMVS (ligne 90 kV Aleg-Boghé, ligne 33 kV Boutilimit-Sangrava), de ligne 33 kV Sélibaby-Kiffa, d'Aftout Echergui (Ligne 90 kV Sélibaby-Mbout, et 300 km lignes MT dans l'Aftout), de la boucle MT Kaédi-Sélibaby-Mbout, et des centrales hybrides éoliennes du littoral.
- **Pour ce qui le Renforcement des investissements en infrastructures des secteurs de l'équipement et des transports**, les actions réalisées en 2018 se résument en la construction et la réhabilitation de routes et de voiries, ainsi qu'en la mise aux normes de l'Aéroport Oumtounsy de Nouakchott, et des aéroports d'Atar et de Nouadhibou, et la construction et l'équipement du Port de Tanit.
- **Pour ce qui concerne le Développement du secteur de l'hydraulique**, c'est l'un de ceux qui a le plus bénéficié de l'attention des pouvoirs publics et des financements, ces dernières années, et l'année 2018 n'a pas échappé à la règle. Le bilan se décline en plusieurs actions dans les axes i) de la connaissance, mobilisation, suivi, et protection des ressources en eau, ii) de l'amélioration de l'accès à l'eau potable, iii)

de l'amélioration de l'accès à l'assainissement, et iv) de l'amélioration de la gouvernance.

- **Pour ce qui concerne la Promotion de l'innovation et des Tic**, le résumé du bilan 2018 est : i) dans le domaine de la formation, la recherche et du transfert de technologies, il y'a eu l'organisation de plusieurs ateliers avec l'ESCWA, au profit des points focaux des départements ministériels ; ii) dans le domaine de la mise à niveau du cadre réglementaire, d'une gouvernance et d'un environnement adéquat dans le numérique et d'une administration électronique dématérialisée, il y'a eu la préparation des décrets d'application du Cadre Juridique de la Société Mauritanienne de l'Information « CJ-SMI, l'organisation d'un atelier pour la mise à jour de la feuille de route pour l'adhésion à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et l'élaboration d'un plan d'action avec le Conseil de l'Europe pour l'amélioration du cadre juridique des TIC, la réalisation d'une étude pour l'identification des réformes légales, réglementaires et régulatrices dans le secteur des TIC, en partenariat avec la Banque Mondiale, (et suite à cette étude, plusieurs réformes ont été faites), l'élaboration d'une stratégie nationale de cyber sécurité en collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications et une mise à jour des licences et des outils de sécurité de l'Administration (pare-feu applicatif, analyseur de logs ...) dans le cadre d'un processus effectué annuellement financé sur le BCI ; iii) dans le domaine des réalisations matérielles, il y'a eu le développement de plusieurs sites et portails internet, les actions en vue de favoriser la mise en place d'une technopole TIC telles que l'appui technique apporté par le département au Projet «Made in Mauritania» à travers la mis en place d'une Unité d'appui à la Cellule du « Projet de l'Initiative Produire en Mauritanie » lancé par le MEF, et enfin, la mise en œuvre du projet de connectivité nationale (WARCIP-Mauritanie), dont la principale composante a été lancée en février 2018.

# INTRODUCTION

La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) est la vision stratégique de développement de la Mauritanie pour la période 2016-2030. Elle intègre l'Agenda 2030 et les cibles classées prioritaires pour le pays parmi les Objectifs de Développement Durable (ODD) ainsi que l'agenda 2063 de l'Union Africaine.

La SCAPP est articulée autour de trois leviers stratégiques correspondant à ses objectifs stratégiques : (i) la promotion d'une croissance forte, durable et inclusive ; (ii) le développement du capital humain et de l'accès aux services sociaux de base ; et (iii) le renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions. La stratégie est mise en œuvre à travers des plans quinquennaux dont le premier couvre la période 2016-2020 est composé de 15 chantiers stratégiques, à mettre en œuvre à travers 59 interventions prioritaires correspondant à des réformes, des programmes, des projets ou des actions significatives.

La loi d'orientation n°2018-021 relative à la SCAPP et le décret n°2019-085 en date du 6 mai 2019 fixent le cadre légal régissant la mise en œuvre de la SCAPP. Le décret initie et consacre la réforme du système de suivi évaluation (SSE) de la SCAPP qui vise à rendre ce SSE plus performant, à travers notamment la mise en place du nouveau dispositif institutionnel et des nouveaux mécanismes de reporting dont le rapport annuel de mise en œuvre (RAMO) de la SCAPP est le principal produit. Ainsi, neuf Comités de Développement Sectoriels (CDS) ont été mis en place à la place des 27 Comités Techniques Sectoriels (CTS) chargés précédemment du suivi de la mise en œuvre du CSLP et relevant chacun d'un ministère ou d'une institution.

Comme proposé par l'étude d'opérationnalisation du Système de Suivi et Evaluation (SSE) de la SCAPP menée en 2018, les nouveaux CDS tiennent compte des chantiers de la SCAPP à raison de trois comités par levier stratégique. Chaque CDS regroupe des représentants des différents ministères ou institutions concernés par la thématique du chantier, des représentants de la société civile et du secteur privé intervenant dans le secteur ainsi que des partenaires techniques et financiers. Pour animer les travaux de ces CDS, trois experts ont été placés au sein de la Direction de Coordination de la SCAPP (DC-SCAPP) pour appuyer chacun l'élaboration des rapports des CDS et du levier dont ils ont la charge.

Parmi les étapes importantes du processus d'élaboration du RAMO de la SCAPP, figure l'élaboration des Notes Annuelles de Sectorielles de la Mise en Œuvre (NASMO) de la SCAPP élaboré par les différents CDS.

Le présent rapport constitue la NASMO du CDS 3 « Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance » en charge du chantier 3 de la SCAPP appartenant au levier 1. La composition de ce CDS 3 figure en annexe.

Le but de ce chantier de la SCAPP est de permettre aux opérateurs économiques, chacun suivant la nature de son besoin, d'accéder aux services essentiels de qualité et infrastructures permettant de développer des activités économiques compétitives et ce à des coûts supportables. Quatre principales interventions de ce chantier sont programmées dans les domaines de l'énergie, du transport, de l'hydraulique et des TICs.

Cette NSMO a été élaborée sur la base de la documentation fournie par les ministères sectoriels, les agences de l'Etat et les partenaires au développement ainsi que des entretiens avec les fournisseurs de ces documents.

Le présent rapport est structuré en fonction des quatre interventions composant le chantier et pour chacune d'elles sont mentionnés les objectifs, les réalisations, le financement, les perspectives et les recommandations.

## I. DISPONIBILITE DE SERVICES ENERGETIQUES A UN COUT ABORDABLE

### ◆ Objectifs de l'intervention

Pour assurer la disponibilité de l'électricité à un coût abordable aux unités économiques, la SCAPP préconise l'amélioration des prestations de service à travers l'extension et la qualité du réseau et la diversification des sources de production de l'électricité, en privilégiant les énergies propres (notamment solaire et éolienne) tout en recherchant l'efficacité énergétique.

Il est attendu notamment une amélioration sensible de : (i) la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique national (mix énergétique) ; (ii) du taux d'électrification en milieu urbain et rural ; (iii) du système de transport.

### ◆ Réalisations au titre de l'intervention

En application de cette orientation et en vue d'atteindre les objectifs fixés, les efforts du département en matière d'électricité ont principalement porté sur l'exécution des projets :

- de construction d'un réseau électrique haute tension national à même de desservir les principaux centres de consommation et de permettre l'injection en grandes quantités d'énergies renouvelables ;
- de construction de la centrale éolienne de 100 MW de Boulanouar visant l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique ;
- du développement du réseau de répartition MT en vue d'électrifier les principales localités du pays et/ou d'effacer les centrales thermiques isolées ;
- de mise à niveau et de densification des réseaux de distribution à Nouakchott et des chefs-lieux de Moughataa.

En outre, le département a poursuivi les actions relatives à l'exécution des projets de ligne haute tension 225 kV suivantes : (i) Nouakchott – Nouadhibou ; (ii) Nouakchott– Zouérate ; (iii) Nouakchott –Sénégal ; (iv) Nouakchott – Kiffa – Mali.

A cela s'ajoutent les projets suivants : (i) l'interconnexion avec le Réseau Interconnecté de l'OMVS (ligne 90 kV Aleg-Boghé, ligne 33 kV Boutilimit-Sangrava) ; (ii) ligne 33 kV Sélibaby-Kiffa ; (iii) le projet Aftout Echergui (Ligne 90 kV Sélibaby-Mbout, et 300 km lignes MT dans l'Aftout) ; (iv) la boucle MT Kaédi-Selibaby-Mbout, et (v) les centrales hybrides éoliennes du littoral.

Pour ce qui concerne le raccordement à l'électricité, le Centre National de Conduite (Dispatching) de la Société Mauritanienne d'électricité (SOMELEC) a été mise en exploitation le 12/03/2019.

Ce CNC doté d'un système SCADA permet de superviser, gérer et intervenir en temps réel sur le réseau de distribution d'électricité à Nouakchott.

Les structures internes impliquées dans le circuit de raccordement MT ont été regroupées au Guichet unique de la SOMELEC et toute demande doit passer par ce guichet.

Pour le moment seule une proportion de la population de 42% a accès à l'électricité en 2018 (Indicateur 7.1.1 de la cible ODD 7.1). Au niveau de la cible ODD 7.2 relative à l'accroissement de la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique, la consommation finale d'énergie est composée à hauteur de 42 % de l'énergie renouvelable<sup>1</sup>.

#### ◆ Financement de l'intervention

Concernant les financements mobilisés en 2018, ils s'élèvent à 5 380,23 millions MRU sur une enveloppe 2018-2020 de 39 321 millions MRU (Tableau ci-dessous).

Tableau 1 : Financement du développement du secteur de l'énergie en 2018

Intitulé	Début	Fin	Source de Financement	Cout total (M.MRU)	Type de financement	Programmation (M.MRU) 2018
Renforcement de l'interconnexion Electrique entre la Mauritanie et le Sénégal (ligne Nouakchott-Tobéne)	2016	2020	FADES	3 371	Prêt	500,00
Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales (RIMDIR)	2019	2025	UE-CE	1 400	Don	
Projet de Développement des Reseaux de Transport et de Distribution de l'Electricité	2016	2020	FADES	3 708	Prêt	500,00
Parc Eolien de 100 MW à Boulenoir	2019	2023	OPEP	632	Prêt	
Parc Eolien de 100 MW à Boulenoir	2016	2020	FADES	3 684	Prêt	500,00
Ligne Electrique entre NKTT-NDB (prêt complémentaire)/Postes associés	2016	2020	FSD	1 700	Prêt	312,38
Projet d'extention de réseaux de moyenne tension dans les zones Sud-Est	2018	2021	FKDEA	1 163	Prêt	301,50
Grosse maintenance des 19 centres semi-urbain (APAUS/ADER)	2010	2020	RIM	20	Budget	8,00
Construction des centrales Eoliennes	2015	2018	F. ABOU DHABI	151	Prêt	132,67
Programme de Dévpt et de renforcement infrastructures électriques	2016	2020	RIM	2 000	Budget	400,00
Projet de l'Electrification Rurale dans la zone de l'Aftout Echarghi	2012	2018	BID	143	Quasi-Don	381,44
Construct° d'une Centrale hybride photovoltaïque/thermique et réseaux de transport et distribution d'électricité à Kiffa	2013	2019	FRANCE-AFD	182	Don	48,96
Construct° d'une Centrale hybride photovoltaïque/thermique et réseaux de transport et distribution d'électricité à Kiffa	2013	2019	FRANCE-AFD	720	Quasi-Don	145,62
Construction Centrale duale fuel lourd/gaz à Nkt/120MW	2014	2018	BID	3 000	Prêt	280,00

<sup>1</sup> Source : Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Mines

Extension de la Centrale de Nouakchott	2014	2019	BID	1 796	Leasing	168,67
Projet de Construction d'une Centrale Solaire à Nouakchott	2015	2020	FADES	3 191	Prêt	600,00
Ligne HT Nouakchott Zouerat	2018	2023	FSD	3 589	Prêt	600,00
Ligne HT Nouakchott Zouerat	2018	2021	FADES	4 950	Prêt	316,00
Ligne HT Nouakchott Zouerat	2018	2019	FADES	21	Don	10,00
Ligne HT de 225KV Nouakchott-Nouadhibou	2018	2021	EXIMBANK INDIA	3 901	Prêt	175,00
				<b>39 321</b>		<b>5 380,23</b>

Source : PIP 2018-2020/DGIPCE/MEI

### ◆ Perspectives

- Poursuite, en 2019 et au-delà, des efforts engagés par les autorités dans le secteur visant l'augmentation de l'offre, l'amélioration de l'accès, la diversification du mix énergétique et la réduction des coûts.
- En matière de production dans le réseau interconnecté, poursuite au cours de l'année 2019 de la construction du parc éolien de Boulenouar de 100 MW et du barrage hydroélectrique de Gouina de 144 MW (quote-part 48 MW), d'une part et, d'autre part, mise à la disposition du département par le plan d'investissement à l'étude d'un portefeuille de projets comprenant trois centrales hybrides (Tidjikdja, Bassiknou et Djiguenni) sur le modèle de Kiffa.
- En matière de répartition et de distribution, ce même Plan d'Investissement comprend l'étude d'un ensemble de projets de lignes MT et BT réparties sur l'ensemble du pays. Et parmi ces projets, la boucle Kaédi-Sélibabi-Mbout a bénéficié d'un financement auprès du Fonds koweïtien, et son appel d'offres sera lancé début 2019. En outre, les travaux d'électrification du triangle de l'espoir (Aftout Echergui) débutés fin 2018 vont se poursuivre en 2019 ainsi que l'alimentation électrique des périmètres agricoles sur l'axe Rosso-Boghé. Par ailleurs, le projet d'Interconnexion avec le réseau de l'OMVS (ligne 33 kV Boutilimit-Sangrava, et 90 kV Boghé-Aleg) va être finalisé au cours de la même année.
- En matière de Transport, l'objectif de doter le pays d'un système moderne de transmission, en mesure de favoriser le transport de l'électricité dans les principaux centres de consommation du pays et de permettre les échanges d'énergie avec les pays limitrophes, sera poursuivi à travers la mise en place des lignes ci-après qui sont en cours de construction ou de passation de marchés : une ligne haute tension Nord reliant Nouakchott à Nouadhibou, une ligne haute tension Nord Est reliant Nouakchott à Zouerate en passant par Akjoujt et Atar, une ligne haute tension Sud reliant Nouakchott à Dakar, et une ligne haute tension Est reliant Kiffa à Tintane avec un raccordement Tintane – Kayes.
- Finalisation en 2019 de l'étude de faisabilité de la ligne Chami-Akjoujt et Nouakchott-Kiffa.

## II. RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

### ◆ Objectifs de l'intervention

« Dans le domaine des infrastructures de transport, l'objectif sera de doter progressivement le pays d'infrastructures essentielles et de systèmes de gestion et d'entretien performants. » (Document SCAPP, Volume 2, P 91).

### ◆ Réalisations

Pour la réalisation de cet objectif des actions ont été programmées en matière de construction d'infrastructures de transport, et d'amélioration des systèmes de gestion et d'entretien afin de désenclaver les zones de production, au niveau national, sous régional, régional et international, d'augmenter la compétitivité globale de l'économie mauritanienne, dans le respect des aspects environnementaux et les questions du genre pendant les études, l'exploitation, des infrastructures et des équipements, conformément à la réglementation nationale.

Au cours des trois dernières années, des investissements importants dans les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, ont été réalisés pour soutenir la croissance économique et améliorer la couverture du pays en infrastructures de transport.

Le bilan de secteur a porté sur l'achèvement des travaux d'infrastructures suivantes entre 2016-2018 :

- Réhabilitation des routes Nouakchott - Idini (50KM) et Aioun – Gougui (15 km)
- L'achèvement des routes : Bangou – Bassiknou (137 KM) ; Koundel – Maghama (66KM) ; Touajil – Choum (50KM) ; Atar – Zoueirat (108 km) ; Néma – Bangou(63KM) ; Emmat Leekarich – Amourj (47 km) ;
- La construction des voiries à : Kaédi (4 km) ; Voirie (13KM)
- Construction et élargissement de voirie à Nouakchott à l'occasion des sommets de l'Union Africaine (UA) (23 km) et de la Ligue Arabe (40 km) ;
- Réhabilitation des aéroports de Nema et de Kiffa ;
- Construction de parking des avions à Oumtounsy ;
- Mise aux Normes des aéroports Oumtounsy, d'Atar et de Nouadhibou ;
- Construction et équipement du port de Tanit.

Outre les infrastructures achevées, les projets suivants sont en cours mise en œuvre en 2018 :

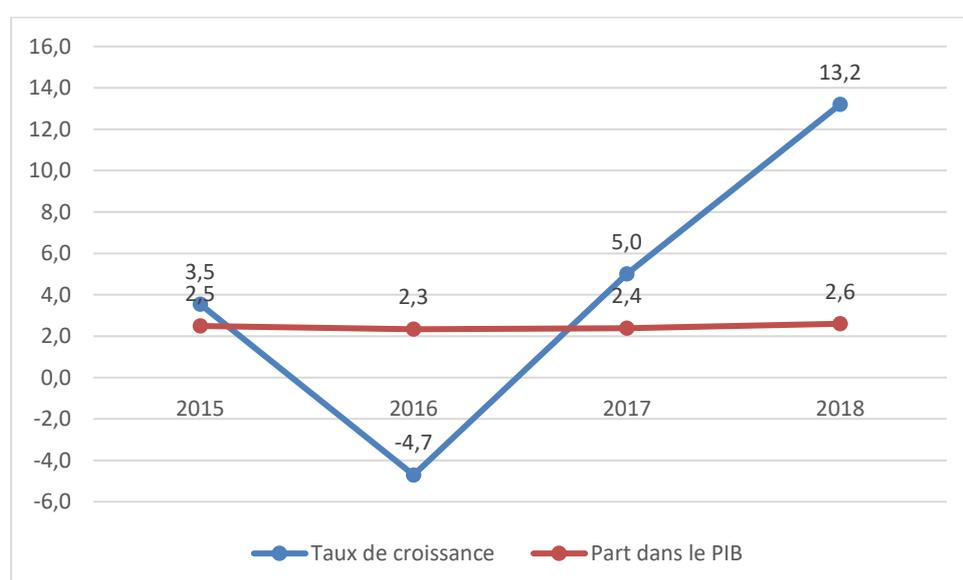
- Route Néma – Achemim (30 km)
- Réhabilitation de la route Nouakchott – Bombri (122 km)
- Route RN1 – Benichab – RN4 (138 km)
- Route Ezravia –Tamchekett (90 km)
- Route Bassiknou – Fassala (63 km)
- Réhabilitation de la route Nouakchott - Rosso (25 km)
- Réhabilitation de la route Aioun - Gogui Zemmal (30 km)
- Route Libheir-Ain Savra (82 km)

- Route Aouinat Ezbil – Djiguenni (85 km)
- Route Mederdra - R'kiz (55 km)
- Route Kaédi – Koundel (57 km)
- Route Kiffa –Boumdeid (108 km)
- Route Rass Taref – Libheir (121 km)
- Voirie de l'Université de Nktt (23 km)
- - Construction de l'Aéroport de Bir Megrein
- - Travaux de construction de port de N'Diago.

#### ◆ Croissance du secteur

Hormis son rôle de soutien aux secteurs porteurs, le secteur des transports a enregistré une croissance réelle de 13,2% de sa valeur ajoutée en 2018, après un rattrapage opéré en 2017 (5,2%) du creux observé en 2016 (-4,7) (Graphique ci-dessous).

Graphique 1 : taux de croissance et poids du secteur des transports



Source : DPAE/DGRESE/MEI

#### ◆ Financement

Le financement mobilisé en 2018 pour la réalisation de ces projets s'élève à 5 379,52 millions MRU tandis que l'enveloppe globale pour la période 2018-2020 est de 9 999,53 millions MRU (tableau ci-dessous).

Tableau 2 : Portefeuille de projets du secteur de l'équipement et des transports en 2018

Intitulé	Début	Fin	Source de Financement	Cout total (M.MRU)	Type de financement	Programmation (M.MRU) 2018	2018-2020 (M.MRU)
Programme d'Appui Institutionnel au Secteur des Transports (PAIST)	2013	2019	UE-FED	234	Don	14,35	63,08

Construction Siège CE-C31	2018	2018	RIM	43	Budget	42,57	42,57
Contrôle des travaux d'entretien routier	2012	2018	RIM	18	Budget	8,00	8,00
Desenclavement de la localité Gourel (Maghama)	2018	2018	RIM	23	Budget	23,14	23,14
Construct Route Tidjikja - Kiffa-Kankossa-selibaby-Kayes	2011	2022	RIM	500	Budget (CP)	26,00	78,00
Construct Route Tidjikja - Kiffa-Kankossa-selibaby-Kayes	2012	2022	BID	411	Instisnaa	65,89	140,89
Construct Route Tidjikja - Kiffa-Kankossa-selibaby-Kayes	2019	2022	BID	433	Prêt	104,00	171,20
Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	2013	2020	F. ABOU DHABI	889	Prêt	158,35	298,55
Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	2012	2020	BID	329	Instisnaa	0,00	75,80
Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	2012	2020	BID	273	Prêt	65,00	65,00
Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	2013	2020	FADES	947	Prêt	225,00	342,40
Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	2012	2020	FKDEA	1 042	Prêt	252,52	463,72
Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	2012	2020	RIM	290	Budget (CP)	156,31	156,31
Construction de la Route Emmat Leakarich-Amourj	2013	2018	RIM	646	Budget	15,60	15,60
Construction Route Aouenat Zbel-Djiguenni-Adel Begrou	2014	2020	FSD	1 017	Prêt	164,40	327,99
Construction de la Route Kaédi-Maghama	2016	2018	RIM	600	Budget	324,10	324,10
Construction de la route Atar-Zouérat	2016	2020	RIM	1 367	Budget	143,40	593,40
Counstruction de la route Kiffa-Boumdeid	2016	2020	RIM	1 159	Budget	250,00	785,00
Construction de la route Mederdra-R'kiz	2017	2018	RIM	468	Budget	201,20	201,20
Construction route Bénichab NKTT/Akjoujt(RN1)- route NKTT/NDB (RN4)	2018	2019	RIM	161	Budget (CP)	150,00	160,88
Construction route Bénichab NKTT/Akjoujt(RN1)- route NKTT/NDB (RN4)	2019	2021	FSD	900	Prêt	210,00	480,00
Liaison Keur Macene-Océan	2018	2018	RIM	100	Budget	100,00	100,00
Travaux bretelles en pavés de pierres et nettoyage des axes	2018	2018	RIM	30	Budget	30,00	30,00
Désenclavement des Communes de Niabina et de Edabaye El Hijaj (M'Bagne)	2018	2018	RIM	13	Budget	13,00	13,00
Reconstruction Route NKTT-Boutilimit PK8-PK58	2018	2019	RIM	462	Budget	450,40	462,40
Construction Voiries Dar Naim	2018	2018	RIM	18	Budget	18,27	18,27
Reconstruction PK58-PK108 NKTT-Boutilimit	2018	2018	RIM	112	Budget	112,00	112,00
Construction de la Route Zravia-Tamcheket	2018	2018	RIM	161	Budget	161,37	161,37
Réhabilitation/renforcement voiries de Kaédi	2018	2018	RIM	40	Budget	39,96	39,96
Construction de la route Atar-Tidjikja	2010	2019	RIM	2 221	Budget (CP)	383,50	583,50
Construction de la route Atar-Tidjikja	2007	2018	BID	392	Prêt	48,00	48,00
Construction de la route Atar-Tidjikja	2007	2020	FADES	1 154	Prêt	8,00	88,00
Construction de la route Atar-Tidjikja	2011	2021	FKDEA	583	Prêt	72,00	183,80
Construction de la route Atar-Tidjikja	2009	2021	FSD	550	Prêt	92,00	199,80

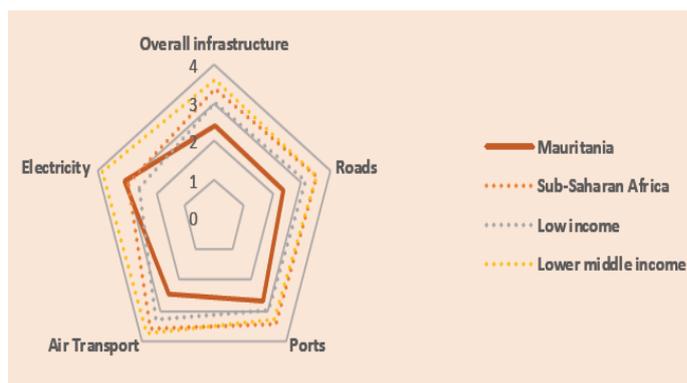
Reconstruction de la route Nouakchott-Rosso	2010	2018	RIM	333	Budget (CP)	276,28	276,28
Reconstruction de la route Nouakchott-Rosso	2011	2020	UE-FED	2 063	Don	621,50	1 398,90
Etude Construction route Néma-Oualata	2018	2018	RIM	6	Budget	6,40	6,40
Construct° Pont sur le fleuve Sénégal à partir de Rosso	2017	2021	BAD-FAD	1 208	Quasi-Don	225,00	539,01
Construction de l'Aéroport de Bir Oum Grein	2017	2018	RIM	122	Budget	122,00	122,00
Construction d'un échangeur au Carrefour Madrid	2019	2022	CHINE	1 650	Don		800,00
				<b>22 968</b>		<b>5 379,52</b>	<b>9 999,53</b>

Source : PIP 2018-2020/DGIPCE/MEI

### ◆ Un défi principal

L'un des défis les plus importants auquel fait face le secteur est celui de la qualité et de l'entretien des infrastructures eu égard à l'accroissement du trafic automobile et du nombre d'accidents routiers. Le Graphique ci-dessous montre que la qualité des routes mauritaniennes est en deçà de celles des pays africains au Sud du Sahara et celles des pays à faible revenus.

Graphique 2 : Indice de Qualité des Infrastructures



Source : Rapport sur la Situation Economique de la Mauritanie 2018, Banque Mondiale.

### ◆ Perspectives du secteur des transports

En perspective, il y'a lieu de poursuivre les actions suivantes, en cours de mise en œuvre :

- Route Néma – Achemim (30km)
- Réhabilitation de la route Nouakchott – Bombri (122 km)
- Route RN1 – Benichab – RN4 (138 km)
- Route Ezravia –Tamchekett (90 km)
- Route Bassiknou – Fassala (63 km)
- Réhabilitation de la route Nouakchott - Rosso (25 km)
- Réhabilitation de la route Aioun - Gogui Zemmal (30 km)
- Route Libheir-Ain Savra (82 km)
- Route Aouinat Ezbil – Djiguenni (85 km)
- Route Mederdra - R'kiz (55 km)
- Route Kaédi – Koundel (57 km)

- Route Kiffa –Boumdeid (108 km)
- Route Rass Taref – Libheir (121 km)
- Voirie de l'Université de Nktt (23 km)
- Construction de l'Aéroport de Bir Megrein
- Travaux de construction du port de N'Diago

#### ◆ **Recommandations**

Les contraintes liées à la création et à l'exploitation d'infrastructures, sont, d'une part, la mobilisation des financements qui sont toujours assez lourds, et d'autre part, la disponibilité de ressources humaines compétentes pour la mise en œuvre, et l'exploitation des investissements. La mobilisation des financements et des ressources humaines compétentes, ainsi que leur gestion rigoureuse doivent bénéficier d'une attention permanente des pouvoirs publics, à travers, notamment l'adoption d'une stratégie et sa mise en œuvre.

### III. DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

#### ◆ **Objectifs**

L'objectif stratégique est de fournir l'accès à l'eau et aux services d'assainissement dans toutes les zones de production, en tenant compte des besoins spécifiques pour l'exploitation du potentiel économique de chaque zone et ce à des coûts abordables pour les producteurs

L'objectif de l'intervention est : « En milieu rural et semi urbain, porter le taux d'accès des localités de plus de 150 habitants à 100 % et le taux de raccordement des localités de plus de 600 habitants à 100 %. En milieu urbain, porter le taux de raccordement à 100 % et de réduire les pertes techniques à moins de 20 %. » (Document SCAPP, Volume 2, P 93).

Cet objectif est poursuivi à travers : i) la mise à niveau du cadre législatif, réglementaire et normatif ; (ii) la connaissance, le suivi et la protection des ressources en eaux aussi bien pour les eaux souterraines que pour les eaux de surface ; (iii) le développement de modes d'exploitation rationnelle. Il s'agit en particulier de mettre en œuvre des projets en matière de constructions de barrages et de chenaux d'irrigation, de forage et d'installation des infrastructures et équipements d'exhaure, de pompage et de distribution pour assurer l'accès aux ressources en eau en milieu urbain, semi-urbain et rural, pour subvenir aux besoins de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie extractive et de l'industrie de transformation.

#### ◆ **Réalisations du secteur de l'hydraulique et de l'assainissement**

*Accès à l'eau :*

Les efforts du Gouvernement et de ses partenaires ont contribué à améliorer le taux d'accès à l'eau potable de 62,1% en 2015 à 70% en 2018<sup>2</sup>, mesuré par la proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité (Indicateur ODD 6.1.1). Ces efforts, décrits ci-après, visent à assurer, d'ici à 2030, l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable (Cible ODD 6.1).

En matière de connaissance, mobilisation, suivi et protection des ressources en eau, il y a lieu de mentionner la réalisation d'études de mobilisation des eaux de surface (100 sites) d'études de faisabilité d'AEP (Bakaw-Lopel et de Civé) et d'études hydrogéologiques et géophysiques (73 implantations) ainsi que la réalisation de 89 forages d'exploitation pour la mobilisation de ressources en eau supplémentaires.

Pour améliorer l'accès à l'eau potable, les programmes et projets suivant ont été réalisés :

- équipement de points d'eau en énergie solaire) avec hybridation des stations de pompage des localités de Aweifia, Elaguer, Ntoujey, Boutlehiya et Ain Ridha ;
- renforcement des AEP des villes de Guérou, d'Aoujeft et d'Aioun (pour la SNDE) et Timbara, N'GuralGuidade, Dar Elavia et Avdjeijir (pour l'ONSER) ; (iii) Projet Aftout Chargui à partir du barrage de Fouggleita qui vise l'alimentation en eau potable de plus de 465 localités (lots 1 et 4) ;
- Projet Dhar (villes de Néma et Timbedra) ;
- Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural (PNISER) dans les Wilayas du Gorgol, du Brakna et du Tagant, au profit d'une population estimée à 120 000 habitants : 46 forages d'exploitation réalisés, 10 systèmes d'AEP réhabilités, 9 réseaux AEP achevés, 8 stations pastorales, 21 forages réalisés.
- Projet 5 wilayas (les deux Hodh, l'Assaba, le Gorgol et le Guidimagha) financé par l'Etat, l'UE & l'AFD au profit de 105 000 habitants dans 84 localités : 46 forages d'exploitation réalisés.
- Usine de dessalement de l'eau de mer à Nouadhibou : Les travaux de montage du premier module (5000 m<sup>3</sup>/j) sont achevés.
- Programme MHA: installations mises en service et gérées par l'ONSER.
- Programme APAUS (projet financé par le FADES) qui intervient actuellement dans 157 localités dans le pays : Les travaux de réalisation ou de réhabilitation des réseaux d'AEP ont été achevés dans 79 localités et 13 forages d'exploitation en 2018 ;
- Achèvement du Projet d'adductions d'eau de Guimi et de Tachott à partir du champ captant de Bouhchicha.
- Projet renforcement AEP de Kiffa : les travaux sont à près de 70% d'avancement.
- Projet AEP du Nord : Etudes réalisées.
- Hydraulique pastorale : Assistance au Cheptel 2017-2018 : réalisation de 14 forages d'exploitation dont 10 stations pastorales équipées en solaire, (8) huit stations pastorales et deux bassins de rétention des eaux de pluies ont été réalisés (PNISER).

---

<sup>2</sup> Source : Enquête MICS 2015 et Estimation Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement 2018 (Accès basique)

### **Accès à l'assainissement :**

- **Assainissement en milieu rural :** «L'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)» a enregistré les actions suivantes :
  - **Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural (PNISER)** (Wilayas Gorgol, Brakna et Tagant) : réalisation de 78 blocs de latrines publiques (écoles, centres de santé, marchés) et de l'assainissement familial de 140 villages avec accès à un assainissement amélioré pour une population estimée à 110.000 personnes.
  - **Projet 05 wilayas** (les deux hodhs, l'Assaba, le Gorgol et le Guidimagha) aussi appelé projet d'accès aux OMD : Pour les latrines familiales auto-construites, 50% des objectifs ont été atteints.
  - **Projet Aftout Charghi** : niveau d'avancement est d'environ 35% pour un accès à un assainissement amélioré à une population estimée à 120.000 personnes.
  - **Programme d'assainissement amélioré** à une population estimée à 120.000 personnes : En 2018, une soixantaine de localités a été déclenchée et le suivi-post certification d'anciennes localités touchées par le programme a démarré.
  
- **Assainissement en milieu urbain :**
  - **Projet d'évacuation des eaux pluviales de la ville de Nouakchott** : achevé en 2018 pour un montant d'environ 45 millions US\$.
  - **Evacuation des eaux usées de la ville de Nouakchott** : une étude d'actualisation du schéma directeur d'assainissement de Nouakchott a été réalisée.
  - **Plans Directeurs d'Assainissement (PDA)** ont été établis pour 9 villes :Nouakchott, Nouadhibou, Rosso, Kaédi, Akjoujt, Kiffa, Nema, Aioun et Timbedra.

### **Gouvernance du secteur**

Il y a lieu de noter l'élaboration de stratégies suivantes : (i) Une nouvelle stratégie de gestion des AEP par l'ONSER qui vise au rétablissement de l'équilibre financier de l'Office en garantissant durablement la continuité du service public au plan quantitatif et qualitatif, tout en maintenant des tarifs abordables pour le milieu rural ; (ii) La réalisation de Schémas Directeurs régionaux AEP dans les wilayas du Gorgol, du Guidimagha et de l'Assaba dans le cadre du projet 5 Wilayas. Le Schéma Directeur (SD) détaille les objectifs de la stratégie nationale sectorielle pour 2030 (SNADEA 2030) et son plan d'investissement sectoriel en termes.

#### **◆ Financement du secteur de l'hydraulique et de l'assainissement**

Le tableau ci-dessous porte sur les projets du secteur inscrits au PIP et en exécution en 2018. La tranche de leur financement pour l'année 2018 s'élève 3 051,42 millions MRU sur une enveloppe 2018-2020 de 7 066,38 millions MRU. A cela il faudra ajouter les financements mobilisés par différents partenaires au profit du secteur mais non inscrits au PIP.

Tableau 3 : Portefeuille de projets de l'hydraulique et de l'assainissement

Intitulé	Début	Fin	Source de Financement	Cout total (M.MRU)	Type de financement	Programmation (M.MRU) 2018	2018-2020 (M.MRU)
Suivi des champs captant	2018	2019	RIM	4	Budget	2,00	3,50
Programme de création et équipement de points d'eau	2008	2019	RIM	60	Budget	8,00	18,00
Améliorat° de l'accès à l'eau potable & assainissement dans 5 Wilayas de la Mauritanie	2013	2019	RIM	20	Budget (CP)	20,00	20,00
Améliorat° de l'accès à l'eau potable & assainissement dans 5 Wilayas de la Mauritanie	2013	2021	FRANCE-AFD	571	Don	25,00	113,20
Renforcement des systèmes d'AEP	2015	2019	RIM	375	Budget	30,00	110,00
Contrat programme SNFP 2016-2019	2014	2019	RIM	60	Budget	52,50	60,00
Projet Aftout Echargui	2011	2019	RIM	140	Budget (CP)	12,57	25,13
Projet Aftout Echargui	2012	2019	FRANCE-AFD	868	Prêt	200,00	400,00
Projet Aftout Echargui	2012	2019	FRANCE-AFD	191	Don	49,28	78,38
Projet Aftout Echargui	2011	2019	BID	398	Prêt	0,00	74,40
Projet Aftout Echargui	2011	2019	BID	398	Instisnaa	0,00	103,40
Projet Aftout Echargui	2012	2019	FADES	814	Prêt	350,00	670,00
Projet Aftout Echargui	2013	2019	OPEP	351	Prêt	100,58	100,58
Programme National Intégré des Services d'Eau Rurale (PNISER)	2013	2019	BAD-BAD	139	Don	9,50	23,90
Programme National Intégré des Services d'Eau Rurale (PNISER)	2013	2018	RIM	45	Budget (CP)	6,48	6,48
Programme National Intégré des Services d'Eau Rurale (PNISER)	2019	2021	BAD-BAD	226	Don		112,99
Programme National Intégré des Services d'Eau Rurale (PNISER)	2013	2021	BAD-FAD	158	Don		19,40
Programme National Intégré des Services d'Eau Rurale (PNISER)	2013	2021	BAD-FAD	140	Quasi-Don	0,00	22,20
Programme National Intégré des Services d'Eau Rurale (PNISER)	2013	2019	BAD-FAD	113	Don	28,00	36,60
Renouvellement des équipements d'exhaure	2015	2019	RIM	52	Budget	12,00	24,00
AEP Aioun-Djiguenni à partir de la nappe de Dhar	2018	2021	FADES	1 744	Prêt	175,00	1 357,80
AEP Aioun-Djiguenni à partir de la nappe de Dhar	2018	2021	FADES	8	Don	0,00	5,20
AEP Aioun-Djiguenni à partir de la nappe de Dhar	2018	2021	RIM	138	Budget (CP)	0,00	68,90
Projet réseau assainissement de la ville de Nouakchott	2014	2019	RIM	61	Budget (CP)	25,00	38,00

Projet réseau assainissement de la ville de Nouakchott	2014	2019	CHINE	500	Don	92,89	253,69
Projet réseau assainissement de la ville de Nouakchott	2015	2019	CHINE	500	Prêt	187,60	268,00
Projet Assainissement Aftout Echergui	2016	2018	RIM	13	Budget	7,00	7,00
Projet Assainissement Aftout Echergui	2016	2018	FRANCE-AFD	193	Don	184,00	184,00
Réseaux de distribution eau NKTT	2011	2019	RIM	620	Budget (CP)	42,60	82,60
Réseaux de distribution eau NKTT	2013	2020	BID	357	Instisnaa	52,03	109,83
Réseaux de distribution eau NKTT	2012	2020	BID	401	Prêt	330,66	445,95
Réseaux de distribution eau NKTT	2010	2020	FADES	1 007	Prêt	150,11	348,91
Réseaux de distribution eau NKTT	2011	2020	FKDEA	1 089	Prêt	331,73	446,53
Réseaux de distribution eau NKTT	2010	2020	FSD	716	Prêt	318,18	433,90
Cellule d'appui au projet adduction d'eau de la zone Nord (composante suivi)	2014	2018	RIM	9	Budget	2,00	2,00
Alimentation des Villes et Villages de l'Est Mauritanien en Eau Potable à partir du Dhar	2012	2019	RIM	166	Budget (CP)	50,00	100,00
Alimentation des Villes et Villages de l'Est Mauritanien en Eau Potable à partir du Dhar	2012	2020	BID	1 339	Instisnaa	196,73	568,33
Alimentation des Villes et Villages de l'Est Mauritanien en Eau Potable à partir du Dhar	2012	2020	FADES	2 083	Prêt	0,00	323,60
				<b>16 066,21</b>		<b>3 051,42</b>	<b>7 066,38</b>

Source : PIP 2018-2020/DGIPCE/MEI

#### ◆ Perspectives

La programmation inclut les projets et activités suivantes :

#### Accès à l'eau :

- Achèvement du Projet de réseau de distribution de Nouakchott.
- Continuation de la mise en œuvre du Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural (PNISER) dans les Wilayas du Gorgol, du Brakna et du Tagant,
- Lancement d'une seconde phase du Projet du réseau de distribution de Nouakchott composée de 4 lots
- Lancement de la phase 2 du projet DHAR concernant les travaux d'équipement, de transport et de distribution d'eau pour les villes d'Aioun et de Djiguenni.
- Achèvement des travaux lot 2,3 et Lot 5 du projet Aftout Chargui.
- Achèvement des travaux de 81 AEP prévues dans le cadre du projet 5 Wilayas et lancement de la seconde phase du projet dans les deux Hodhs.

- Achèvement des travaux de 150 AEP en cours de réalisation sur financement FADES (programme APAUS).
- Réalisation de 20 AEP dans les wilayas du Trarza et du Guidimagha.
- Réalisation des 30 forages d'exploitation équipés en solaires.
- Réalisation de 50 AEP et équipement de 30 points d'eau en solaire sur financement de l'Etat.
- Achèvement du projet de renforcement de l'AEP de Kiffa à partir du champ captant de Nekatt.
- Etude de 100 bassins de rétention d'eau à différents usages.
- Etude du Barrage de Tarf El Mahroud à Tintane.
- Etude pour assurer la sécurité et la pérennité de l'AEP de la ville de Kiffa.
- Renforcement champ captant de Boulanoir.
- Réalisation d'investissements supplémentaires pour l'amélioration des systèmes d'AEP dans le cadre du BI 2019.
- Réalisation de 80 forages supplémentaires dans le cadre du Contrat Programme avec la SNFP.

### **Accès à l'assainissement**

- L'amélioration du taux de couverture en assainissement en milieu rural et semi urbain se fera à travers le volet Assainissement de plusieurs projets engagés en milieu rural (Aftout Chergui, Projet cinq wilayas) avec l'appui à la construction sur la prochaine année d'environ 15000 latrines familiales et plus de 400 latrines publiques dans les écoles, et les centres de santé. Les principales régions concernées sont les deux Hodhs, l'Assaba, le Gorgol, et le Guidimagha.
- Par ailleurs, l'année 2019 devrait voir se concrétiser de nouveaux projets d'assainissement en milieu rural.
- Les recherches de financement du volet d'assainissement des eaux usées de la ville de Nouakchott se poursuivront.
- La réhabilitation du réseau d'assainissement de la ville de Rosso
- La poursuite du pompage des mares stagnantes au niveau des points bas de Nouakchott.

### **Gouvernance du secteur**

Il est prévu dans ce cadre : (i) L'adoption de la Stratégie Nationale et des normes d'intervention pour un Accès Durable à l'Eau et à l'Assainissement à l'horizon 2030 ; (ii) La révision du cadre légal et réglementaire du secteur afin de l'adapter au nouveau contexte du secteur et aux dernières réformes et évolutions législatives ; et (iii) Le démarrage du projet de gouvernance en cours de préparation visant à renforcer les compétences du Département.

## IV. PROMOTION DE L'INNOVATION ET DES TIC

### ◆ Objectifs

Les objectifs de cette intervention sont les suivants : « i) mettre en place un système national d'innovation à même de libérer les esprits et initiatives d'innovation en faveur du développement inclusif ; ii) assurer le développement d'infrastructures de télécommunication et de technologie de l'information ; iii) mettre à niveau les bases réglementaires et institutionnelles de la Société Mauritanienne de l'Information et du secteur des télécoms ». (Document SCAPP, Volume 2, P 94).

Cet objectif est poursuivi à travers : i) la formation, la recherche et le transfert de technologie, notamment au profit des secteurs porteurs pour domestiquer la technologie et soutenir la transformation et l'industrialisation des produits de ces secteurs ; ii) la mise à niveau du cadre réglementaire, d'une gouvernance et d'un environnement adéquat dans le numérique et d'une administration électronique dématérialisée ; iii) la mise en œuvre du projet de connectivité nationale (WARCIP-Mauritanie), le développement des infrastructures de réseaux de hauts-débits à l'échelle nationale et la création de technopoles.

Une partie des activités de cette intervention ont un lien direct avec celles de l'intervention du développement des services électroniques de l'administration, placée dans le chantier « Transformation de l'administration publique »

### ◆ Bilan des réalisations en 2018

- Renforcement des capacités à travers l'organisation de plusieurs ateliers au profit des points focaux des départements ministériels. Ces ateliers ont porté sur : les politiques de l'économie numérique, les politiques de la cyber-sécurité, les données ouvertes et les blockchain et le passage vers les villes intelligentes en utilisant l'IoT (Internet des Objets), le renforcement des capacités dans le domaine des stratégies e-Gouvernement et des indicateurs de mesure de l'e-Gouvernement et la Création d'incubateurs technologiques.
- Mise à niveau du cadre réglementaire, d'une gouvernance et d'un environnement adéquat dans le numérique et d'une administration électronique dématérialisée : (i) Identification des réformes légales, réglementaires et régulatrices dans le secteur des TIC dont plusieurs ont été faites ; (ii) Pour renforcer la confiance dans l'économie numérique, une stratégie nationale de cyber sécurité a été élaborée.
- Dans le domaine des réalisations matérielles : (i) Plusieurs sites et portails internet ont été développés dont le portail de Gestion des concours au profit de la Commission Nationale des Concours ; (ii) Plus de 800 Km de câbles en fibre optique ont été posés dans le cadre du projet de connectivité nationale (WARCIP-Mauritanie) ; (iii) Afin de favoriser la mise en place d'un technopole TIC, appui technique pour la mise en place d'une Unité d'appui à la Cellule de « Projet de l'Initiative Produire en Mauritanie » chargée d'œuvrer à l'identification des Projets dans le domaine des TIC.

Il est estimé que les sites internet de l'Etat reçoivent 3000 visiteurs par mois. Par contre, il existe un seul service de sécurité informatique installé au sein de la Direction Générale des TIC. Quant à la dimension de l'intranet du gouvernement, il est composé de 40 km en FO et des liaisons BLR pour 10 directions, interconnectant une grande partie des administrations à Nouakchott avec 50 sites intégrés à l'intranet.

#### ◆ **Financement des TIC**

Le Projet de connectivité nationale (WARCIP Mauritanie) alloue une enveloppe de 45 millions MRU en 2018 au financement des activités de ce secteur, prélevée sur le montant prévisionnel 2018-2020 qui s'élève à 373,97 millions MRU.

Tableau 4 : Financement du secteur des TIC

Intitulé	Début	Fin	Source de Financement	Cout total (M.MRU)	Type de financement	Programmation (M.MRU)	2018-2020 (M.MRU)
						2018	
Projet de connectivité nationale (WARCIP Mauritanie)	2013	2020	BM-IDA	894	Quasi-Don	45,00	373,97

Source : PIP 2018-2020/DGIPCE/MEI

#### ◆ **Perspectives**

- Couverture des localités non couvertes par les réseaux GSM et internet, dans le cadre de l'accès universel aux services de communication électronique et la mise en œuvre de la Stratégie de promotion du haut débit et d'accès universel accompagnée d'un plan d'actions opérationnel.
- Préparation de l'introduction de la technologie haut débit mobile (LTE-4G) afin d'atteindre l'objectif de passer le taux de pénétration du haut débit de 0,2% à 20% et la bande passante internationale par utilisateur internet de 3,2 à 32 kbps.
- Recherche de financement du projet de sécurisation de la liaison internet internationale par câble sous-marin à travers la construction de la liaison vers cette unité de branchement et la construction d'une station d'atterrissage.
- Lancement de l'étude de faisabilité d'un programme e-Gouvernement permettant la dématérialisation des principales démarches administratives, la digitalisation des moyens de paiements du secteur public et la protection des données de l'administration afin de faire des TIC un véritable levier de développement économique. Ce programme vise aussi la mutualisation des systèmes d'information et la mise en place du patrimoine numérique de l'Etat.
- Préparation de la construction d'un nouveau Datacenter Tier-3 à Nouakchott dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie. Ce Datacenter doit offrir l'environnement adéquat pour l'hébergement des applications de l'économie numérique.

- Recherche du financement de la construction de plus de 4000 Kms de réseau en fibre optique en plus des tronçons prévus dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie, pour réaliser le maillage complet en fibre optique du pays.

## V. ANNEXE : COMPOSITION DU CDS 3

### Liste des membres CDS 3 de la SCAPP, Levier 1 : Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance

Nom	Ministère/Service	Adresse	Date
<b>CDS 3 : Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance</b>			
Mohamed El Moctar GOUAD	DEPC/Ministère Equipement Transport	<a href="mailto:mgaouad@yahoo.fr">mgaouad@yahoo.fr</a>  44481814	
Mohamed El Moctar Sidi Ahmed	DIR des Etudes et Documentation / D° des Infrastructures & des Transports	<a href="mailto:sidahmedlebbat@gmail.com">sidahmedlebbat@gmail.com</a>  44482434 / 22609755	
Mohamed Brahim	DGA Transports terrestres	<a href="mailto:bedeymohamed@yahoo.fr">bedeymohamed@yahoo.fr</a>  36586161 / 44482430	
Moud lemghayfri	DED-MPEMi / Pétrole, Energie et Mines	<a href="mailto:emmoud2001@yahoo.fr">emmoud2001@yahoo.fr</a>	

		36368089	
Itawel Oumrou Ezizi	MPEM/DA -DADED	itaweloumrououldezizi@yahoo.fr	
El Hassen ould Babe	DIPVT/MESRSTIC	<a href="mailto:h.babe@hotmail.com">h.babe@hotmail.com</a>	
Ly Cheikh Oumar Elimane	Direction Administration Electronique/ DAE	44489119 47099240 <a href="mailto:lcoelimane@gmail.com">lcoelimane@gmail.com</a> <a href="mailto:lcoelimane@mesrstic.gov.mr">lcoelimane@mesrstic.gov.mr</a>	
Mamadou Sy	Ministère Eco et Industrie/Direction mobilisation ressources	<a href="mailto:gkankane@gmail.com">gkankane@gmail.com</a> / 46040387	
Samba SOW	ONS	<a href="mailto:isow_samba@yahoo.fr">isow_samba@yahoo.fr</a>	
Nouh El Moctar	ONS	22109290 <a href="mailto:elmoctarn@gmail.com">elmoctarn@gmail.com</a>	
Hocin Moussa		26882863 <a href="mailto:Hocin88moussa@yahoo.fr">Hocin88moussa@yahoo.fr</a>	

Mohamed Lemine Mohamedine	Hydraulique et assainissement	Lemine79@yahoo.fr	
	Patronat		
	Union Européenne		
	Agence Française de Développement		
Mohamed yahya	OMASSAPE ONG/Président	myhebba@gmail.com	
Fatma Elkhory	MAURIFEMME ONG/ Présidente	<a href="mailto:felkory2@gmail.com">felkory2@gmail.com</a> /20869711	
Jacques Fournier	Gestion des Infrastructures et Aménagements Ruraux/RIMDIR/Agence Belge de Développement (ENABEL)	<a href="mailto:Jacques.fournier@enabel.be">Jacques.fournier@enabel.be</a>  41 7316 75	
Daniel Binart		Daniel.binart@enabel.be	